



## Les illusions du fédéralisme européen

Le dernier accord européen des 28 et 29 juin comprend, comme les précédents, des avancées. Mais comme eux, il comprend aussi nombre d'insuffisances, imprécisions et ambiguïtés. C'est donc toujours une « stratégie des petits pas » qui domine inexorablement dans la gouvernance européenne, avec toujours une certaine incompatibilité entre pression des marchés, lenteur des décisions politiques et lourdeur juridique et technique de mise en place des nouveaux mécanismes ou institutions. Il y a fort à parier que le processus futur d'intégration restera lent, laborieux et chaotique. La fédéralisation financière, budgétaire et bancaire est en marche, mais elle prendra de nombreuses années. Comme pour l'union monétaire, l'unification bancaire et budgétaire comportera des phases

d'incompréhension ou d'interprétation des accords, voire des menaces de recul. Elle comportera aussi de nombreuses étapes de ratification, voire de référendums. Le problème est que ce cadre nécessairement imparfait et incertain ne peut, selon nous, qu'accentuer le déclin économique et industriel de l'Europe. Le continent a donc toutes les chances d'être plus affaibli à la fin de cette décennie qu'il ne l'était au début. Et ce d'autant que l'unification financière, bancaire et budgétaire ne correspond pas nécessairement à un optimum économique idéal. Aujourd'hui, ce choix est avant tout un choix par défaut: le statu quo signifie implosion de la zone et dépression ultérieure; la sortie de la zone est une démarche jugée aujourd'hui « aventuriste » aux conséquences également dépressives, sauf si le processus était bien

« organisé » (mission politiquement et techniquement quasi impossible).

Mais, au fond, le malaise de la zone euro n'est pas qu'institutionnel. Les problèmes de perte de compétitivité, de manque de préparation aux exigences de la mondialisation et au vieillissement ne peuvent être résolus efficacement par l'union de plusieurs pays sous-performants. L'Europe ne fera pas à leur place ce que chaque pays doit faire en termes d'ajustement et de réformes. Le problème ultime de la zone euro reste aujourd'hui une croissance potentielle au plus bas depuis 1945, alors même que sa dette (publique et privée) est au plus haut. L'ajustement européen se fera donc laborieusement dans un univers institutionnel inapproprié et plutôt paralysant. Le fédéralisme triomphera, mais au prix d'une nouvelle étape du déclin européen. ■